

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'UNIVERSITÉ DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Version en vigueur à partir du 6 décembre 2022.

PRÉAMBULE

Article 1- Le service public de l'enseignement supérieur	2
Article 2- Le respect du règlement intérieur	2
Article 3- L'appartenance à la communauté universitaire	2

TITRE I – DES LIBERTÉS 2

Article 4- Liberté d'expression.....	2
Article 5- Principe de neutralité et de laïcité.....	3
Article 6- Distribution de tracts	3
Article 7- Affichage.....	3
Article 8- Liberté de réunion	3
Article 9- Occupation de l'espace public.....	3
Article 10- Liberté d'association	4
Article 11- Liberté de circulation.....	4
Article 12- Modalités d'exercice des libertés	4
Article 13- Harcèlement moral et sexuel, violences sexuelles et sexistes, discriminations	4
Article 14- Délit de bizutage	5

TITRE II – DE L'ORDRE PUBLIC 5

Article 15- Maintien de l'ordre public dans les locaux.....	5
Article 16- Nuisances sonores.....	5
Article 17- Activités commerciales et vente de biens et services.....	5
Article 18- Circulation et stationnement des véhicules	6
Article 19- Vols et dégradations.....	6
Article 20- Les ressources informatiques	6

TITRE III - DES DISPOSITIONS DISCIPLINAIRES 6

Article 21- Sanctions disciplinaires	6
--	---

TITRE IV- DE L'HYGIÈNE, DE LA SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL..... 9

Article 22- Règles générales.....	9
Article 23- Dispositions concernant la santé publique	9
Article 24- Visites médicales	10
Article 25- Dispositions concernant la sécurité.....	10
Article 26- Déchets et économie d'énergie.....	12

TITRE V – DISPOSITIONS FINALES 12

Article 27- Règlement intérieur de composante ou de service.....	12
Article 28- Adoption et modification.....	13



PRÉAMBULE

Article 1- Le service public de l'enseignement supérieur

Le service public de l'enseignement supérieur est laïc et obéit à un principe de neutralité dans l'espace public social, politique et économique. Il tend à l'objectivité des savoirs ; il respecte la diversité des opinions.

Dans le cadre de l'exercice de sa mission de service public, l'université de la Polynésie française se dote d'un règlement intérieur dont l'objet est de définir les modalités d'exercice des libertés individuelles, des droits et libertés politiques, syndicaux et associatifs au sein de la communauté universitaire et d'encadrer l'organisation et le déroulement des activités dans l'établissement.

L'université de la Polynésie française affirme dans ce contexte son attachement aux principes de tolérance, aux usages et aux traditions universitaires ainsi qu'au respect des droits et libertés de chacun de ceux qui forment sa communauté ; l'exercice de ces droits et libertés comportant des devoirs et des responsabilités encadrés par les lois et règlements en vigueur.

Sauf mention explicite, le président de l'université est compétent pour l'ensemble des décisions afférentes à la vie de l'université.

Article 2- Le respect du règlement intérieur

Le règlement intérieur de l'université de la Polynésie française, ci-après dénommée « l'université » a pour objet de compléter les statuts de l'université et d'en assurer le bon fonctionnement interne.

Il est applicable à l'ensemble de la communauté universitaire ainsi qu'à toute personne physique ou morale présente, à quelque titre que ce soit, au sein de l'établissement.

Tout manquement aux dispositions du présent règlement intérieur est susceptible de faire l'objet d'une procédure disciplinaire ou, le cas échéant, de poursuites judiciaires.

Article 3- L'appartenance à la communauté universitaire

L'appartenance à la communauté de l'université engage, dans son enceinte, à la tolérance et au respect mutuel.

Le comportement des personnes (notamment acte, attitude, propos ou tenue) ne doit pas être de nature à :

- porter atteinte à l'ordre public et au bon fonctionnement de l'université ;
- créer une perturbation dans le déroulement des activités d'enseignement et de recherche (cours, examens...), administratives, sportives et culturelles et, en général, de toute manifestation autorisée sur les différents sites de l'université ;
- porter atteinte au principe de laïcité du service public de l'enseignement supérieur ;
- porter atteinte à la santé, l'hygiène et la sécurité des personnes et des biens.

TITRE I – DES LIBERTÉS

Article 4 – Liberté d'expression

L'université garantit l'exercice de la liberté d'expression telle qu'elle est consacrée par les textes et la jurisprudence.



S'agissant des personnels, ils disposent du droit d'expression syndicale. Ils sont également tenus à la discrétion professionnelle et au respect de la neutralité politique et religieuse du service public.

S'agissant des usagers, ils disposent de la liberté d'information et d'expression. Ils exercent ces libertés à titre individuel et collectif, dans des conditions qui ne portent pas atteinte aux activités d'enseignement et de recherche et qui ne troublent pas l'ordre public.

Article 5 – Principe de neutralité et de laïcité

L'université, établissement public d'enseignement supérieur, est neutre et laïque.

Toute forme de propagande ou de prosélytisme y est interdite, aussi bien de la part des personnels dans l'exercice de leurs fonctions que des usagers.

Le président veille au respect du principe de laïcité au niveau de la vie de l'établissement, comme des enseignements et des examens.

Sont strictement interdits : les actes de prosélytisme, les manifestations de discrimination, les incitations à la haine et toute forme de pression physique ou psychologique visant à imposer un courant de pensée religieux, philosophique ou politique qui s'opposerait au principe de laïcité.

Article 6 – Distribution de tracts

La distribution de tracts, avis et communiqués par toute personne étrangère à l'université est interdite, sauf autorisation expresse.

La distribution par les personnels et les usagers de l'université de tracts et communiqués à caractère non commercial est libre devant les entrées des enceintes universitaires, à condition de ne pas en gêner les accès et de ne pas perturber le déroulement des activités d'enseignement, de recherche et d'administration.

La responsabilité du contenu de ces documents incombe aux personnes et organisations qui les signent et les diffusent. Tout document doit mentionner la désignation précise de son auteur sans confusion possible avec l'université.

En période d'élections universitaires, la distribution de tracts dans les enceintes universitaires est autorisée, dans le respect des dispositions prévues par l'arrêté portant convocation des collèges électoraux. En tout état de cause, elle ne doit en aucun cas perturber le bon déroulement des activités d'enseignement, de recherche et d'administration.

Article 7 – Affichage

Le droit d'affichage est reconnu aux membres de la communauté universitaire. L'université met à leur disposition à cet effet des panneaux sur lesquels l'affichage est libre. En dehors des emplacements réservés, tout affichage est interdit.

Pour les personnes extérieures, l'affichage est soumis à autorisation préalable.

Les services de l'université sont habilités à éliminer tout affichage non conforme à la réglementation en vigueur et au présent règlement intérieur.

Article 8- Liberté de réunion

Pour les réunions autorisées, les organisateurs sont responsables du contenu de leurs interventions, se chargent d'assurer l'ordre à l'intérieur de celles-ci et veillent à l'intégrité des locaux et équipements de l'université.

Article 9- Occupation de l'espace public

Toute personne ayant accès aux locaux doit se conformer à leur affectation aux missions de service public de l'enseignement supérieur.

L'attribution des locaux et, de manière plus générale, l'occupation de l'espace public font l'objet d'une autorisation. Les organisateurs extérieurs ont en outre l'obligation de signer une convention qui précise les modalités de cette occupation.



Article 10- Liberté d'association

La liberté d'association est reconnue aux personnels et aux usagers de l'université.

Toute demande de domiciliation d'une association au sein de l'établissement est soumise à autorisation préalable.

Un local peut être mis à disposition des associations, en fonction des disponibilités matérielles, après autorisation préalable du président de l'université. Une convention d'occupation précaire est conclue entre l'université et l'association. Le non respect des termes de la convention par l'association entraînera la remise à disposition du local occupé par l'association.

Article 11- Liberté de circulation

L'accès aux locaux et enceintes universitaires relevant de l'université est réservé aux personnels, aux usagers et aux personnes qui participent dans des conditions régulières aux activités pédagogiques, scientifiques et culturelles organisées à l'université ainsi qu'à toute personne dont la présence, à titre bénévole ou professionnel, est nécessaire à l'organisation ou au bon déroulement de ces activités.

Article 12 – Modalités d'exercice des libertés

L'exercice de ces libertés, qui comporte des devoirs et des responsabilités, peut être soumis à certaines formalités ; il se réalise dans des conditions qui ne troublent pas l'ordre public ni ne portent atteinte au fonctionnement et aux principes du service public de l'enseignement supérieur.

Les enseignants-chercheurs jouissent d'une pleine indépendance dans l'exercice de leurs fonctions d'enseignement et de leurs activités de recherche, sous les réserves que leur imposent les lois et règlements en vigueur.

Article 13- Harcèlement moral et sexuel, violences sexuelles et sexistes, discriminations

Les faits constitutifs de violences sexuelles et/ou sexistes, de harcèlement moral, de harcèlement sexuel ou de discriminations, commis à l'encontre d'une personne placée sous l'autorité hiérarchique ou la responsabilité du président de l'université sont strictement prohibés à l'université de la Polynésie française.

Les faits de harcèlement moral et sexuel constituent des délits punissables dans les conditions prévues par les articles 222-33 à 222-33-2 du code pénal :

- le fait de harceler autrui par des agissements répétés ayant pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptibles de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel ;
- le fait de harceler autrui dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle.

Le sexisme est défini comme tout agissement lié au sexe d'une personne, ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant.

Les violences sexuelles incluent tout acte sexuel, toute tentative d'acte sexuel, tout commentaire ou toute avance de nature sexuelle dirigés vers une personne non-consentante, quelle que soit la relation qu'entretiennent les personnes concernées. Elles incluent également, et dans les mêmes conditions, le trafic sexuel et les violences diverses faites au sexe ou à la sexualité d'une personne.

Selon l'article 225-1 du code pénal, constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques sur le fondement de leur origine, de leur sexe, de leur situation de famille, de leur grossesse, de leur apparence physique, de la particulière vulnérabilité résultant de leur situation économique, apparente ou connue de son auteur, de leur patronyme, de leur lieu de résidence, de leur état de santé, de leur perte d'autonomie, de leur handicap, de leurs caractéristiques génétiques, de leurs mœurs, de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre, de leur âge, de leurs opinions politiques, de leurs activités syndicales, de leur capacité à s'exprimer



dans une langue autre que le français, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée.

Le harcèlement moral et/ou sexuel, les violences sexistes et/ou sexuelles et les faits de discrimination sont susceptibles de donner lieu, selon le statut de la personne soupçonnée de tels faits, à des poursuites devant la section disciplinaire du conseil académique compétente, à une procédure pour sanction disciplinaire par l'employeur et/ou encore à des poursuites pénales.

Un arrêté du président fixe les modalités d'organisation du dispositif permettant de signaler les faits décrits au présent article. Le dispositif de signalement est accessible via l'ENT et sur le site internet de l'université.

Article 14- Délit de bizutage

Le fait d'amener autrui, contre son gré ou non, à subir ou à commettre des actes humiliants ou dégradants lors de manifestations ou de réunions est strictement interdit à l'université.

Le fait de bizutage est un délit punissable dans les conditions prévues par les articles 225-16-1 et suivants du code pénal.

Le fait du bizutage ou la complicité de dissimulation de faits de bizutage donnera lieu à une sanction disciplinaire indépendante de la mise en œuvre de poursuites pénales.

TITRE II – DE L'ORDRE PUBLIC

Article 15- Maintien de l'ordre public dans les locaux

Le président de l'université est responsable de l'ordre et de la sécurité dans les enceintes et locaux affectés à l'établissement dont il a la charge. Sa compétence s'exerce à l'égard de tous les services et organismes installés dans les enceintes et locaux de l'université. Il est compétent pour prendre, à titre exceptionnel et temporaire, toute mesure utile pour le respect de l'ordre public, de la sécurité des personnes ou des biens (fermeture d'un centre, interdictions d'accès, suspension des enseignements...)

L'affectation des locaux à l'enseignement, à la recherche, à la recherche documentaire, à un usage administratif ou technique est déterminée par arrêté. L'utilisation des locaux se fait conformément à leur affectation et plus généralement à la mission de service public de l'enseignement supérieur dévolue à l'université de la Polynésie française

L'accès aux locaux de l'université peut être limité lorsque les circonstances l'exigent, notamment pour des raisons de sécurité.

Article 16- Nuisances sonores

Dans l'enceinte de l'université, tout comportement entraînant des nuisances sonores est proscrit.

Dans les lieux d'enseignement ou d'examen, tous moyens de communication et de transmission et plus généralement tout appareil électronique lorsqu'ils sont autorisés doivent être en mode silencieux.

Article 17- Activités commerciales et vente de biens et services

Le commerce, la vente ainsi que la publicité commerciale sont interdits dans l'enceinte de l'université sauf dérogation écrite accordée par le président de l'université qui en fixe le cadre administratif et financier.

Toute publicité directe ou indirecte pour la consommation de boissons alcoolisées et de tabac est interdite dans l'université.



Article 18- Circulation et stationnement des véhicules

La vitesse autorisée dans l'université est limitée à 30km/h afin de préserver la sécurité des personnes.

Les dispositions du code de la route sont applicables au sein du campus universitaire.

Il est interdit de stationner en dehors des emplacements prévus à cet effet, notamment sur les aires réservées aux personnes handicapées, sur les zones de cheminement ou d'évacuation (escaliers, issues de secours, zones de livraison...), sur les voies d'accès réservées aux pompiers et aux véhicules de secours. Tout stationnement gênant pourra faire l'objet de sanctions, voire d'interdiction d'accès au site.

Les déplacements à caractère professionnel en véhicule de service ou en véhicule personnel impliquent le respect du code de la route et l'obtention d'une autorisation préalable d'utilisation du véhicule.

Article 19- Vols et dégradations

Les personnels et usagers sont responsables de leurs effets et véhicules personnels.

L'université ne peut être tenue pour responsable de la disparition ou de l'atteinte aux biens personnels, lesquels sont toujours réputés demeurer sous la garde de leur propriétaire ou détenteur.

Les personnels de l'université sont tenus de veiller à la fermeture de leurs bureaux en cas d'absence, même momentanée. Toute disparition ou détérioration grave de matériel appartenant à l'université doit être immédiatement signalée.

Article 20- Les ressources informatiques

Les droits et les devoirs des personnels et des étudiants concernant l'accès aux ressources informatiques de l'université comme leur utilisation, sont précisés dans la charte des moyens informatiques figurant en annexe.

Cette charte s'applique aux personnels et aux étudiants ainsi qu'à tout intervenant extérieur ayant accès aux ressources informatiques de l'établissement.

Chaque utilisateur devra avoir pris connaissance de la charte informatique, disponibles sur son Environnement Numérique de Travail ou sur le site internet de l'université.

TITRE III- DES DISPOSITIONS DISCIPLINAIRES

Article 21 – Sanctions disciplinaires

I- Enseignants-chercheurs, enseignants et usagers

Le pouvoir disciplinaire dans l'établissement est exercé par le conseil académique de l'université, constitué en section disciplinaire dans les conditions et selon les procédures prévues par le code de l'éducation.

Relèvent du régime disciplinaire prévu dans le code de l'éducation, qu'ils soient auteurs ou complices des faits :

- les enseignants-chercheurs et les personnels exerçant des fonctions d'enseignement dans l'université, à l'exception des membres du personnel médical et scientifique des centres hospitaliers et universitaires, soumis aux dispositions des articles L. 952-21 et L. 952-22 de ce même code ;
- les usagers de l'université, bénéficiaires d'une inscription ou d'une décision d'accueil dans les locaux.

Ces personnes peuvent être poursuivies pour des faits constitutifs, notamment:

1° D'une fraude ou d'une tentative de fraude commise notamment à l'occasion d'une inscription, d'une épreuve de contrôle continu, d'un examen ou d'un concours ;



2° De tout fait de nature à porter atteinte à l'ordre, au bon fonctionnement ou à la réputation de l'université.

Peuvent être également sanctionnées les fraudes ou les tentatives de fraude commises à l'occasion d'une inscription dans un établissement d'enseignement supérieur privé lorsque cette inscription ouvre l'accès à un examen de l'enseignement supérieur public ou les fraudes ou tentatives de fraude commises dans cette catégorie d'établissement à l'occasion d'un examen conduisant à l'obtention d'un diplôme national.

Les enseignants-chercheurs, enseignants et usagers relèvent de la section disciplinaire de l'établissement où les faits donnant lieu à des poursuites ont été commis.

Les poursuites sont engagées devant la section disciplinaire compétente :

1° Par le président de l'université.

En cas de défaillance, le vice-recteur de la Polynésie française, par délégation de signature du ministre chargé de l'enseignement supérieur, peut engager la procédure, à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la notification d'une demande expresse à l'autorité compétente à cette fin ;

2° Par le ministre chargé de l'enseignement supérieur lorsque les poursuites sont engagées à l'encontre du président de l'université ;

3° Par le vice-recteur de la Polynésie française, lorsque les faits sont imputés à un usager ; à son initiative ou sur saisine de toute personne s'estimant lésée par les faits imputés à l'usager.

La section disciplinaire est saisie par une lettre adressée à son président. Ce document mentionne le nom, l'adresse et la qualité des personnes faisant l'objet des poursuites ainsi que les faits qui leur sont reprochés. Il est accompagné de toutes pièces justificatives.

Les sanctions disciplinaires qui peuvent être appliquées aux enseignants-chercheurs et aux membres des corps des personnels enseignants de l'enseignement supérieur sont :

1° Le blâme ;

2° Le retard à l'avancement d'échelon pour une durée de deux ans au maximum ;

3° L'abaissement d'échelon ;

4° L'interdiction d'accéder à une classe, grade ou corps supérieurs pendant une période de deux ans au maximum ;

5° L'interdiction d'exercer toutes fonctions d'enseignement ou de recherche ou certaines d'entre elles dans l'établissement ou dans tout établissement public d'enseignement supérieur pendant cinq ans au maximum, avec privation de la moitié ou de la totalité du traitement ;

6° La mise à la retraite d'office ;

7° La révocation.

Les personnes à l'encontre desquelles a été prononcée la sixième ou la septième sanction peuvent être frappées à titre accessoire de l'interdiction d'exercer toute fonction dans un établissement public ou privé, soit pour une durée déterminée, soit définitivement.

Les sanctions disciplinaires applicables aux autres enseignants sont :

1° Le rappel à l'ordre ;

2° L'interruption de fonctions dans l'établissement pour une durée maximum de deux ans ;

3° L'exclusion de l'établissement ;

4° L'interdiction d'exercer des fonctions d'enseignement ou de recherche dans tout établissement public d'enseignement supérieur soit pour une durée déterminée, soit définitivement.

Les sanctions disciplinaires applicables aux usagers sont :

1° L'avertissement ;

2° Le blâme ;

3° La mesure de responsabilisation définie par le code de l'éducation ;

4° L'exclusion de l'établissement pour une durée maximum de cinq ans. Cette sanction peut être prononcée avec sursis si l'exclusion n'excède pas deux ans ;

5° L'exclusion définitive de l'établissement ;

6° L'exclusion de tout établissement public d'enseignement supérieur pour une durée maximum de cinq ans ;

7° L'exclusion définitive de tout établissement public d'enseignement supérieur.



II- Personnel non enseignant

a- Fonctionnaires et agents contractuels de droit public

Toute faute commise par un fonctionnaire ou un agent contractuel de droit public dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions l'expose à une sanction disciplinaire sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par la loi pénale. Le pouvoir disciplinaire appartient à l'autorité investie du pouvoir de nomination. Aucune procédure disciplinaire ne peut être engagée au-delà d'un délai de trois ans à compter du jour où l'administration a eu une connaissance effective de la réalité, de la nature et de l'ampleur des faits passibles de sanction.

Les sanctions disciplinaires pouvant être infligées aux fonctionnaires et agents publics contractuels sont réparties en quatre groupes :

1° Premier groupe :

- a) L'avertissement ;
- b) Le blâme ;
- c) L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours.

2° Deuxième groupe :

- a) La radiation du tableau d'avancement ;
- b) L'abaissement d'échelon à l'échelon immédiatement inférieur à celui détenu par le fonctionnaire ;
- c) L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de quatre à quinze jours ;
- d) Le déplacement d'office dans la fonction publique de l'État.

3° Troisième groupe :

- a) La rétrogradation au grade immédiatement inférieur et à l'échelon correspondant à un indice égal ou, à défaut, immédiatement inférieur à celui afférent à l'échelon détenu par le fonctionnaire ;
- b) L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de seize jours à deux ans.

4° Quatrième groupe :

- a) La mise à la retraite d'office ;
- b) La révocation.

Aucune sanction disciplinaire autre que celles classées dans le premier groupe de l'échelle ci-dessus ne peut être prononcée à l'encontre d'un fonctionnaire ou agent public contractuel sans consultation préalable de l'organisme siégeant en conseil de discipline au sein duquel le personnel est représenté.

b- Personnel contractuel de droit privé

Pour les agents contractuels de droit privé, le régime disciplinaire est fixé par les dispositions du code du travail de la Polynésie française et, pour ceux qui en ont la qualité, par la convention collective des ANFA de l'État. Pour l'ensemble de ces agents, le pouvoir disciplinaire appartient à l'employeur.

Constitue une sanction toute mesure autre que les observations verbales, prise par l'employeur à la suite d'un agissement du salarié considéré par lui comme fautif, que cette mesure soit de nature à affecter immédiatement ou non la présence du salarié dans l'entreprise, sa fonction, sa carrière ou sa rémunération.

Aucun fait fautif ne peut donner lieu à lui seul à l'engagement de poursuites disciplinaires au-delà d'un délai de deux mois à compter du jour où l'employeur en a eu connaissance, à moins que ce fait ait donné lieu dans le même délai à l'exercice de poursuites pénales.

Toutefois, lorsque l'employeur en a eu connaissance au cours d'une période de suspension du contrat de travail pour maladie, le délai de deux mois est prolongé de la durée de la suspension du contrat de travail.

Pour les personnels contractuels ANFA, les sanctions prévues par la convention collective sont les suivantes :

- avertissement,
- blâme,
- mise à pied dans la limite de 15 jours avec retenue totale de salaire,
- rétrogradation
- licenciement avec préavis
- licenciement sans préavis.

Les sanctions autres que le l'avertissement et le blâme sont soumises pour avis à la commission paritaire consultative.



TITRE IV- DE L'HYGIENE, SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Article 22- Règles générales

Le campus est ouvert aux usagers de 06h30 à 21h00 du lundi au vendredi et de 06h30 à 17h00 le samedi. Il est fermé au public en dehors de ces horaires ainsi que les dimanches, jours fériés et pendant les deux périodes de fermeture annuelle.

Le président de l'université, les directeurs de composantes, les directeurs de laboratoires et les chefs de services dans la limite de leurs attributions et dans le cadre des délégations qui leurs sont consenties, sont chargés de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous leur autorité ainsi qu'à la sécurité du public.

Toute personne se trouvant sur le domaine universitaire doit impérativement prendre connaissance et respecter les consignes d'hygiène et de sécurité et notamment d'évacuation en cas d'alarme, quelle qu'en soit la raison.

Article 23- Dispositions concernant la santé publique

Il est interdit de laisser entrer ou séjourner dans l'enceinte universitaire toute personne en état manifeste d'ébriété. Le cas échéant, ces personnes font l'objet de mesures de prise en charge et de raccompagnement adaptées.

La distribution et la consommation de tabac et de boissons alcoolisées sont interdites à l'intérieur des bâtiments universitaires. L'usage de la cigarette électronique est également pros crit à l'intérieur des bâtiments universitaires.

Exceptionnellement, la consommation d'alcool peut être autorisée à l'occasion de certaines manifestations. La consommation exceptionnelle d'alcool est soumise à l'accord écrit du président. Lorsque le président est l'entité organisatrice de la manifestation dans laquelle la consommation d'alcool est prévue, son autorisation est réputée donnée.

La demande doit désigner la personne garante de la sécurité des personnes et des biens lors de l'événement concerné. L'instance en charge de l'hygiène et de la sécurité est destinataire, à la fin de chaque année universitaire, d'un bilan faisant état des événements lors desquels les boissons alcoolisées ont été autorisées, dans l'année universitaire.

À l'occasion de ces événements :

- la consommation d'alcool doit être strictement limitée au vin et à la bière, dans des quantités limitées. Toute autre boisson alcoolisée est interdite ;
- des boissons non alcoolisées en quantité plus importante que les boissons alcoolisées doivent obligatoirement être proposées, selon la règle des 2/3 (1/3 de boissons alcoolisées ou moins, au moins 2/3 de boissons non alcoolisées) ;
- de la nourriture en quantité suffisante doit être proposée afin d'accompagner les boissons.

La consommation autorisée d'alcool ne peut altérer le bon fonctionnement du service public. Les personnes concernées sont notamment tenues de faire une consommation modérée des boissons alcoolisées qui leur sont distribuées, conformément à la réglementation en vigueur.

Toute introduction ou distribution de boissons alcoolisées dans l'enceinte universitaire non autorisée par le président est interdite. Tout stockage de boissons alcoolisées dans l'enceinte universitaire est interdit. À ce titre, seul l'organisateur d'un événement autorisé est responsable d'apporter les quantités limitées d'alcool le jour de la manifestation.

À l'issue de l'événement, aucune boisson alcoolisée ne peut être emportée par les personnels / étudiants / tiers invités. Seul l'organisateur est responsable du surplus et de son retrait de l'université.

La manifestation se déroule sous le contrôle de l'organisateur qui veille à son bon déroulement et met à la disposition des personnes présentes des éthylo tests afin qu'ils puissent s'autoévaluer dans un objectif de prévention.

Les organisateurs des manifestations pour lesquelles le président autorise l'introduction et la distribution de boissons alcoolisées sont tenus de prendre les dispositions nécessaires pour prévenir tout risque de conduite en état d'ivresse.



L'introduction et la consommation de stupéfiants dans l'enceinte de l'université sont strictement interdites.

L'introduction d'armes ou d'objets dangereux dans l'enceinte de l'université ainsi que tout acte de violence verbale, physique ou morale sont interdits.

La présence d'animaux est interdite à l'intérieur des bâtiments universitaires, sauf exception (chiens accompagnant les personnes mal ou non voyantes ou cas d'autorisation expresse).

Pour des raisons d'hygiène et de sécurité, le nourrissage des animaux dans l'enceinte de l'université est formellement interdit.

Article 24- Visites médicales

Conformément à la réglementation en vigueur, l'université est tenue d'organiser les examens médicaux obligatoires. Les agents font l'objet d'une visite médicale auprès du médecin de prévention tous les cinq ans.

Le médecin de prévention exerce une surveillance médicale particulière à l'égard :

- des personnes en situation de handicap ;
- des femmes enceintes ;
- des agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée ;
- des agents occupant des postes définis à l'article 15-1 du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié (ex. : risques professionnels propres au service) ;
- des agents souffrant de pathologies particulières déterminées par le médecin de prévention.

Le médecin de prévention définit la fréquence et la nature des visites médicales annuelles que comporte cette surveillance médicale. Le personnel est tenu de se soumettre aux visites médicales obligatoires.

Le médecin de prévention est également habilité, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, à proposer des aménagements de poste de travail ou de conditions d'exercice des fonctions justifiés par l'âge, la résistance physique ou l'état de santé des agents. Il peut également proposer des aménagements temporaires de poste de travail ou de conditions d'exercice des fonctions au bénéfice des femmes enceintes.

Les usagers doivent passer une visite obligatoire au cours des trois premières années d'études dans l'enseignement supérieur.

Article 25 – Dispositions concernant la sécurité

Article 25-1 – Utilisation des locaux

Les locaux doivent être utilisés conformément à leur affectation, à leur destination et à la mission du service public dévolue à l'université.

Les consignes générales de sécurité, notamment celles relatives à l'évacuation des locaux, doivent être strictement suivies. Concernant l'activité des laboratoires et des services de l'université, des consignes particulières, notamment celles relatives à la détention et manipulation de produits dangereux font l'objet de règles propres.

Article 25-2 – Registre santé, sécurité au travail

Les personnels et usagers de l'université sont invités à transcrire dans le « registre santé, sécurité au travail » de leur service d'accueil, les observations et suggestions relatives à la prévention des risques et l'amélioration des conditions de travail. Ce registre est consulté par l'ingénieur hygiène et sécurité, le médecin de prévention et les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

Article 25-3 – Registre des dangers graves et imminents

Un registre spécial pour le signalement des dangers graves et imminents est mis à la disposition des agents.



Tout personnel a droit de se retirer, après avoir alerté l'autorité dont il dépend, d'une situation de travail dont il estime qu'elle présente un danger grave et imminent pour sa sécurité ou sa santé. Il doit en informer son responsable hiérarchique et prévenir un membre du CHSCT.

En cas d'urgence, il convient de contacter le poste de sécurité au 87 70 73 57.

Les registres peuvent être alimentés via l'application « demande de travaux hygiène et sécurité » <http://applis.upf.pf> et sont consultables sur l'espace commun G:\Logistique\Hygiène Sécurité.

Article 25-4 – Travail isolé

En dehors des périodes et horaires définis à l'article 22, il est en principe interdit de travailler dans les enceintes universitaires. Sauf dispositions particulières le travail isolé est proscrit.

Dans certains cas, le travail en horaire décalé ou dans des locaux isolés peut être nécessaire pour l'exécution de certaines activités. Il convient alors de signaler au préalable ces jours, lieux et heures de présence par courriel à l'adresse logistique@upf.pf afin que la société de gardiennage du campus puisse être prévenue et soit en mesure de garantir la sécurité physique et un éventuel appui technique aux personnels concernés. L'établissement se réserve la possibilité d'apporter tout type d'aménagement ou de restriction à l'usage de cette faculté en fonction des risques encourus.

Article 25-5 – Politique de protection des données à caractère personnel

L'université de la Polynésie française respecte les dispositions légales en matière de traitement automatisé de données à caractère personnel, conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 dite « Informatique et Libertés » modifiée et au règlement n° 2016/679, dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD).

Les données à caractère personnel sont des informations qui permettent - sous quelque forme que ce soit - directement ou indirectement - l'identification des personnes physiques auxquelles elles s'appliquent. Tout traitement de données à caractère personnel relatif à la collecte, l'enregistrement, l'élaboration, la modification, la conservation, la destruction, l'édition et, d'une façon générale, l'exploitation de ces données, doit faire l'objet d'une information dans les plus brefs délais du délégué à la protection des données de l'établissement à l'adresse dpo@upf.pf.

Conformément aux dispositions normatives en vigueur, les personnels, les usagers et plus généralement toute personne ayant confié des données personnelles à l'établissement disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition sur l'ensemble des données les concernant. Ce droit s'exerce auprès du délégué à la protection des données à l'adresse dpo@upf.pf.

1- Vidéo-surveillance

L'université de la Polynésie française utilise un dispositif de vidéo-surveillance pour la sécurité des personnes et des biens. La base légale du traitement est l'intérêt légitime.

Les images sont conservées pendant un mois et peuvent être visionnées, en cas d'incident, par le personnel habilité de l'université et par les forces de l'ordre.

Les personnes concernées par le dispositif de vidéo-surveillance peuvent exercer les des droits suivants sur leurs données : droit d'accès, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition pour motif légitime, droit de rectification, droit à la limitation du traitement.

Les demandes d'information concernant ce dispositif et les demandes d'exercice des droits mentionnés ci-dessus peuvent être adressées, avec un justificatif d'identité, au délégué à la protection des données de l'établissement à l'adresse dpo@upf.pf ou à l'adresse postale suivante :

Université de la Polynésie française

Délégué à la protection des données

Campus d'Outumaoro - Punaauia - B.P. 6570 - 98702 Faa'a - Tahiti - Polynésie française



Toute personne estimant que ses droits ne sont pas respectés dans le cadre de ce dispositif peut introduire, après avoir contacté le DPO, une réclamation auprès de la commission nationale informatique et libertés à l'adresse www.cnil.fr.

2- Accès par badge

Les informations collectées par l'université de la Polynésie française par l'intermédiaire du système d'accès par badge font l'objet d'un traitement automatisé ayant pour finalité de contrôler l'accès à ses locaux. La base légale du traitement est l'intérêt légitime.

Les catégories de données concernées par la collecte sont :

- l'identité : nom, prénom, service de rattachement.
- le numéro d'identification et la date de validité du badge.
- les date et heure d'entrée et de sortie dans les locaux ou espaces concernés.

Ces informations sont à destination exclusive des personnes habilitées du service gérant la sécurité des locaux ; elles sont conservées 3 mois.

Cette/ces durée(s) peut/peuvent être différente(s) si :

- la personne concernée exerce son droit d'opposition pour des motifs considérés comme légitimes et suivant les modalités décrites ci-après ;
- une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

Les personnes concernées par le dispositif d'accès par badge ou carte peuvent exercer les des droits suivants sur leurs données : droit d'accès, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition pour motif légitime, droit de rectification, droit à la limitation du traitement.

Les demandes d'information concernant ce dispositif et les demandes d'exercice des droits mentionnés ci-dessus peuvent être adressées, avec un justificatif d'identité, au délégué à la protection des données de l'établissement à l'adresse dpo@upf.pf ou à l'adresse postale suivante :

Université de la Polynésie française

Délégué à la protection des données

Campus d'Outumaoro - Punaauia - B.P. 6570 - 98702 Faa'a - Tahiti - Polynésie française

Toute personne estimant que ses droits ne sont pas respectés dans le cadre de ce dispositif peut introduire, après avoir contacté le DPO, une réclamation auprès de la commission nationale informatique et libertés à l'adresse www.cnil.fr.

Article 26 – Déchets et économie d'énergie

Il est interdit de jeter des papiers, cannettes, cigarettes et autres objets ailleurs que dans les emplacements prévus à cet effet.

Il est demandé à tous de contribuer activement aux économies d'énergie et de consommables. Le fonctionnement de la climatisation doit être arrêté en cas d'ouverture des fenêtres et lors des périodes de congés. Les dispositifs d'éclairage et autres appareils électriques (ordinateurs, photocopieuses...) doivent être éteints tous les soirs et ne doivent rester sous tension qu'en cas d'absolue nécessité.

Les personnels et usagers de l'université doivent participer au tri sélectif des déchets en utilisant les dispositifs mis en place au sein de l'université.

TITRE V- DISPOSITIONS FINALES

Article 27- Règlement intérieur de composante ou de service

Des dispositions particulières peuvent être adoptées par les composantes ou services en vue de compléter le présent texte. Celles-ci doivent être conformes aux principes définis par le présent règlement intérieur.



Article 28- Adoption et modification

Le présent règlement intérieur, préalablement soumis à l'avis du comité technique, est adopté par le conseil d'administration à la majorité absolue des membres du conseil.

Il peut être modifié selon la même procédure, à l'initiative du président ou du quart des membres du conseil d'administration.

